

---

**RÈGLEMENT NO. 429-2016**

***Règlement modifiant le Règlement  
numéro 381-2012 relatif au Code  
d'éthique et de déontologie des  
employés municipaux***

---

**ATTENDU QUE** la municipalité a adopté un Code d'éthique et de déontologie des employés municipaux conformément à la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (R.L.R.Q., c. E-15.1.0.1);

**ATTENDU QUE** la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique* est entrée en vigueur le 10 juin 2016;

**ATTENDU QUE** cette loi modifie la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* et nécessite que la municipalité modifie son Code d'éthique et de déontologie au plus tard le 30 septembre 2016;

**ATTENDU QU'**un avis de motion du présent règlement a été donné par le maire M. Jacques Landry qui a aussi présenté le projet de règlement lors de la séance du 1<sup>er</sup> août 2016;

**ATTENDU QU'**un avis public a été publié le 5 août 2016, résumant le contenu du projet de règlement et indiquant le lieu, la date et l'heure de la séance où le règlement doit être adopté;

**ATTENDU QUE** les formalités prévues à la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* ont été respectées;

**ATTENDU QU'**une copie du présent règlement a été transmise aux membres du conseil présents au plus tard deux (2) jours juridiques avant la séance à laquelle le présent règlement doit être adopté et que tous les membres du conseil présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture, conformément à l'article 445 du *Code municipal*

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR : M. ALAIN PAQUIN**

**APPUYÉ PAR :**

**M. ANDRÉ SURPRENANT**

**ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS DE DÉCRÉTER CE QUI SUIT :**

**Article 1.**

Le Règlement # 381-2012 concernant le *Code d'éthique et de déontologie des employés municipaux* est modifié en ajoutant à l'Annexe A, l'article 7 l'article suivant :

**RÈGLE 8 - *Activité de financement***

*Il est interdit à tout employé de la municipalité de faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la municipalité, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat, ou subvention a été prise par l'autorité compétente de la municipalité.*

**Article 2.**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Adopté à Venise-en-Québec ce 6 septembre 2016.

---

**JACQUES LANDRY**  
Maire

---

**SUZANNE CHARTRAND**  
Secrétaire-adjointe

